

CIBLE

Xénophobie

On se souvient du slogan xénophobe : « *La France, aimez-là ou quittez-la !* » qui suggérait que les immigrés étaient des ennemis. Le gouvernement Fillon a trouvé une injonction encore plus radicale : *vous qui aimez la France, quittez-là quand même !*

Une circulaire enjoint aux préfets de procéder à un « *contrôle approfondi* » des demandes de changement de statut des étudiants étrangers qui travaillent ou veulent travailler en France. En cas de refus, ils sont expulsés. Comme Claude Guéant affirme qu'il y a trop d'immigrés, il y aura le maximum de départs forcés.

Cette circulaire est ressentie à juste titre comme une humiliation par les jeunes gens qui sont venus étudier chez nous par amour de la France et de sa langue. Elle nuit aux entreprises qui ont besoin d'ouvertures sur les pays étrangers. Elle pénalisera notre industrie et notre commerce car les jeunes parvenus à des postes de responsabilité, dans leur pays ou dans une nation plus accueillante, ne choisiront pas les produits et les services français.

Bêtise et malveillance font bon ménage au gouvernement.

FRACTURES

La gauche en morceaux

Sarkozy

**Un discours
de guerre**

p. 12

Maroc

**Après les
élections**

p. 5

Jean-Marie Le Pen lorsqu'il parlait de « point de détail » à propos du génocide ».

Cet amalgame est imbécile et abject - Daniel Cohn-Bendit utilise le même procédé - mais il permet de confondre dans une même condamnation le nationalisme antisémite et la défense raisonnée de l'intérêt national, puis de clamer que « Montebourg a clairement dépassé la ligne rouge de l'ignominie. Le populisme de gauche n'a pas grand chose à envier au populisme de droite dont il emprunte les codes. »

Jean Quatremer utilise quant à lui le code de la diffamation puisqu'il est suggéré que la prétendue germanophobie recèle une logique génocidaire, puisqu'il est affirmé que Montebourg est un Le Pen de gauche. Tout à sa fureur, Jean Quatremer ne remarque pas que le député socialiste dénonce la politique sociale de la chancelière - et prend donc la défense du peuple allemand. De surcroît, l'éminent chroniqueur de Libération oublie que c'est la politique de déflation du chancelier Brüning qui a directement provoqué la victoire des nazis.

Qui est le complice des nationalistes ? Celui qui récusé les thérapies de choc ou celui qui les justifie ou du moins les accepte pour sauver l'usine à gaz européenne que les ultralibéraux sont en train de dynamiter ?

Annette DELRANCK

(1) Le neuf - quinze du 1er décembre : <http://www.arresturimages.net/vite.php?id=12599>.

(2) Libération , 30 novembre 2011.

Nom d'un Bismarck !

En dénonçant la « politique à la Bismarck de madame Merkel », Arnaud Montebourg a provoqué les répliques furibardes des européistes qui n'ont pas pris la peine d'examiner les arguments du député socialiste.

Dans l'entretien accordé par Arnaud Montebourg au Monde du 1er décembre l'allusion polémique au vieil Otto von Bismarck compte beaucoup moins que la dénonciation argumentée du plan allemand de contrôle des budgets nationaux.

Le député socialiste affirme qu'il ne faut pas accepter le **diktat allemand**. De fait, « Angela Merkel a décidé d'imposer à l'Union européenne un ordre allemand. Elle est en train de détruire la zone euro en imposant aux classes moyennes et aux classes populaires le prix des dettes accumulées dans la crise. »

Ce diktat est d'autant plus insupportable que l'Allemagne n'est pas un modèle de vertu : « Plutôt que de faire l'éloge du modèle allemand, il serait temps de montrer sa faillite : sur dix ans, la croissance de l'Allemagne a été plus faible que la moyenne de la zone

euro, sa dette est plus élevée que celle de la France, les chiffres du chômage sont maquillés, et sur le plan de la pauvreté, c'est un désastre. » Et Arnaud Montebourg d'ajouter que la seule réussite de l'Allemagne, son excédent commercial, se fait sur le dos des autres nations européennes. C'est faire écho aux analyses de Jacques Sapir et d'Emmanuel Todd, dont nul ne conteste le sérieux.

Mais comme il est embarrassant de reconnaître que le député socialiste s'avance sur un terrain solidement balisé, on préfère lui donner une leçon de morale qui s'accompagne d'une diffamation éhontée. La morale s'énonce sous la forme d'un impératif catégorique : on ne doit pas critiquer l'Allemagne, faire allusion à son passé impérialiste et s'inquiéter de sa volonté de puissance parce que cela compromettrait la réconciliation franco-allemande et, par conséquent, l'intégration européenne : les propos d'Arnaud

Montebourg choquent parce que « le discours public sur la relation franco-allemande, depuis les années 60, est corseté par les non-dits, les interdits, les souvenirs » dit Daniel Schneidermann (1) qui juge **absurde** la sortie antibismarckienne.

Cette moue dégoûtée n'est rien au regard de la diatribe de Jean Quatremer (2), grand prêtre de l'européisme qui déclare inutile toute discussion avec l'hérétique et fulmine une excommunication majeure. La **démonstration** d'Arnaud Montebourg, « qui comporte pourtant des éléments intéressants » perd « tout intérêt » parce qu'elle serait populiste, nationaliste et pour tout dire lepéniste : « Invoquer les mânes de Bismarck, le fondateur du Reich allemand, c'est flatter la germanophobie latente qui existe encore en France, exactement comme d'autres le font avec l'antisémitisme. On est même au-delà du sifflet à ultra-son qu'aimait utiliser

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Nom d'un Bismarck ! - p.3 : La croisée des chemins - p.4 : Calme avant la tempête ? - p.5 : Monarchie, musulman, modéré - p.6/7 : La gauche en morceaux - p.8 : Rififi au Quai - Un formidable roman - p.9 : Un Goncourt qui donne à penser - p.10 : Contre-révolution(s) - Demain Jérusalem - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Un discours de guerre.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

La croisée des chemins

L'heure n'est plus aux synthèses hasardeuses de motions chèvre-chou. Il faut dire haut et fort si l'on plie devant Francfort et Berlin ou si l'on se décide à défendre le peuple français et les peuples voisins contre la sauvagerie ultra-libérale.

François Hollande voudrait bien réunir autour de lui toute la gauche pour le premier tour puis dire des paroles aimables en direction des indécis et des gens bizarres comme nous ou comme les gaullistes authentiques pour que l'électorat flottant lui permette d'emporter la victoire au second tour.

C'est toujours comme cela que la gauche a fonctionné depuis le congrès d'Épinay et seul François Mitterrand a tenté d'associer à la majorité de gauche des militants politiques venus d'autres horizons. Mais le Parti socialiste a toujours méprisé cette piétaille qui a fini par se lasser de l'arrogance d'apparatchiks tout occupés à faire preuve de « réalisme » vis-à-vis du fameux « marché ». Et aujourd'hui, François Hollande, qui a la religion de la synthèse, doit résoudre trois questions délicates :

Premièrement, comment « rassembler à gauche » pour mobiliser le « peuple de gauche » qui récuse la dérive oligarchique des dirigeants socialistes ?

Deuxièmement, comment séduire les adversaires résolus de l'ultra-libéralisme en défendant des positions proches de celles de la Commission européenne et en s'entourant d'europhobes frénétiques comme Pierre Moscovici et Michel Sapin ?

Troisièmement, comment maintenir en pleine crise ter-

minale de l'euro un programme de sauvetage de la prétendue monnaie unique qui convient à l'oligarchie de gauche et aux nostalgiques du delorisme mais qui est récuse par la chancelière allemande ?

Il n'y a pas de réponse à ces trois questions car François Hollande continue de naviguer à vue. Le 30 septembre, le candidat socialiste a refusé d'entrer dans les vues allemandes avec une grande fermeté : « *Je n'accepterai jamais qu'au nom du contrôle des budgets nationaux, au nom de la coordination des politiques budgétaires, la Cour de justice européenne puisse être juge des dépenses et recettes d'un État souverain* ».

Mais il a chargé son directeur de campagne de tancer Arnaud Montebourg : « *la gauche ne doit pas, en aucune façon, ranimer des relents et des sentiments antiallemands* » a déclaré le directeur de campagne qui n'avait pas pris le temps de lire le texte publié par son camarade de parti (1) qui s'en est pris à la droite allemande, non au peuple allemand.

« *Il faut éviter tout mot qui fâche ou qui blesse* » a ajouté Pierre Moscovici. Ce sera très difficile car Angela Merkel a tout simplement démoli le programme hollandiste lors de son discours du 2 décembre devant le Bundestag :

Créer des euro-obligations pour mutualiser une part de la dette publique ? « *Quiconque*

n'a pas compris, que [les euro-obligations] ne pouvaient pas être la solution à cette crise n'a pas compris la nature de la crise », a déclaré la Mère Tape-Dur (oh ! pardon !) devant les députés allemands.

Faire intervenir la Banque Centrale Européenne sans pour autant changer les traités ? *Nein !* Le rôle de la BCE, « *gravé dans les traités* » est « *d'assurer la stabilité de la monnaie* » s'est exclamé la Folcoche de Berlin (oh ! encore pardon !) sous les applaudissements frénétiques d'un Bundestag unanime. Et la chancelière veut que la discipline allemande en matière d'endettement et de finances publiques soit, elle aussi, gravée dans un traité.

C'est dire que François Hollande se fera sèchement recevoir à Berlin s'il est élu président. Sa prudence diplomatique et sa croyance en la survie de l'euro par le Fonds européen de stabilité – trop peu doté pour faire face à la crise – risquent de mécontenter nombre d'électeurs. Dès lors que faire ? Le candidat se contrefiche de ce que je peux écrire mais il aurait avantage à suivre les conseils d'Emmanuel Todd : face à l'offensive du *président des riches*, attaquer de front l'oligarchie, prendre à son compte la revendication protectionniste, examiner toutes les solutions à l'endettement, annoncer une explication de fond avec les dirigeants allemands.

Cette réorientation politique changerait la donne. Si Hollande le veut, il peut !

Sylvie FERNOY

(1) Cf. le blog du député : <http://www.arnaudmontebourg.fr/>

L'écho des blogs

Ces couples qui se déchirent : nous voulons d'abord parler du couple franco-allemand.

Sarkozy réclame un rôle accru de la BCE et une mutualisation des efforts au sein de l'euro zone. Il propose pour cela un transfert de souveraineté en créant une **union budgétaire**.

Sans rejeter l'idée, Angela Merkel maintient son cap. Réclamant elle aussi des efforts, elle entend imposer à ses partenaires la discipline déjà mise en place depuis dix ans en Allemagne. Dans son discours aux députés du Bundestag, elle suggère la nomination d'un *Commissaire européen* en charge de la stabilité de l'euro c'est-à-dire de la mise en œuvre de mesures d'austérité décidées en contrepartie d'une aide financière pour les pays de la zone sous perfusion. Son propos rapporté dans *Le Figaro* (1) est limpide : « *La Commission et les tribunaux européens doivent jouer un plus grand rôle, sans que le Parlement allemand ne perde la maîtrise du budget.* »

Qu'en est-il du Royaume-Uni et de l'Union européenne ? « *Le Royaume-Uni est tout simplement définitivement mis à la porte des réunions de l'Euroland* » nous informent les observateurs du LEAP (2). Là le divorce est consommé...

Et que reste-t-il de cette construction du G 20, revendiquée par notre Président ?

« *Le sommet du G 20 de Cannes s'est révélé être un échec flagrant puisqu'il n'a accouché d'absolument aucune mesure significative, se révélant incapable d'aborder les questions du changement de système monétaire international et de la relance de l'économie mondiale* » (2). Ce qui témoigne de l'opposition devenue insurmontable entre l'Europe et les États-Unis. Ce dernier pays, aujourd'hui, n'est plus gouverné. « *Les toutes prochaines semaines vont en effet rappeler au monde que c'est bien ce pays, et non pas la Grèce, qui est l'épicentre de la crise.* » Le 23 novembre la **super commission** chargée de trouver les 1 500 milliards de dollars d'économies sur dix ans s'est séparée sur un constat d'échec. Cela reflète « *la paralysie totale du système politique fédéral américain* » constate le LEAP (2).

Le chacun pour soi et l'errance sont devenus la règle, en attendant le pire.

François ENNAT

(1) <http://www.lefigaro.fr/international/2011/12/02/01003-20111202ARTFIG00392-merkel-calibre-sa-reponse-au-discours-de-sarkozy.php>

(2) http://www.leap2020.eu/GEAB-N-59-est-disponible-Crise-systemique-globale-30-000-milliards-USD-d-actifs-fantomes-vont-disparaitre-d-ici-debut_a8138.html

Calme avant la tempête ?

La réflexion s'intensifie sur les raisons pour lesquelles le mouvement des indignés n'arrive pas à prendre en France, alors que, partout ailleurs, les manifestations, les *sit in*, les occupations se multiplient.

Tous les analystes se perdent en conjectures et avancent des explications toutes plus alambiquées les unes que les autres.

Si le mouvement des indignés ne prend pas en France, ce serait à cause de l'imminence de l'élection présidentielle, de la situation économique, qui serait meilleure chez nous qu'en Grèce, en Italie ou en Espagne, du flou des revendications, du poids des partis et des syndicats, de la répression policière, de la structure démographique, du poids des diplômés plus important en France qu'ailleurs, du désintérêt des médias, d'une organisation insuffisante (1)...

Comme si en Espagne, l'imminence des élections législatives avait empêché les indignés d'occuper la Puerta del Sol à Madrid. Comme si l'économie française ne souffrait pas des mêmes maux que les économies grecque, espagnole ou italienne. Comme si les revendications étaient plus claires à Jérusalem, New York, Londres ou Dublin... Comme si les syndicats et *a fortiori* les partis politiques avaient déjà joué un rôle moteur dans un mouvement social. Quant à la question démographique, si l'on se fonde sur la pyramide des âges, c'est en France, pays qui compte le plus de jeunes, que le mouvement des indignés aurait du avoir le plus grand écho.

À la lecture de toutes ces élucubrations, on ne peut s'empêcher de penser à l'arti-

cle signé Pierre Viansson-Ponté et publié par *Le Monde* le 15 mars 1968. « *La jeunesse s'ennuie*, écrivait alors le célèbre éditorialiste. *Les étudiants manifestent, bougent, se battent en Espagne, en Italie, en Belgique, en Algérie, au Japon, en Amérique, en Égypte, en Allemagne, en Pologne même. Ils ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité. Les étudiants français se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons, conception malgré tout limitée des droits de l'homme. (...) Seuls quelques centaines de milliers de Français ne s'ennuient pas : chômeurs, jeunes sans emploi, petits paysans (...), vieillards plus ou moins abandonnés de tous. Ceux-là sont si absorbés par leurs soucis qu'ils n'ont pas le temps de s'ennuyer, ni d'ailleurs le cœur à manifester et à s'agiter* ». La suite des événements ne lui a pas vraiment donné raison. Il est cependant curieux de constater, à plus de quarante ans d'écart, la similitude des arguments.

Toutes les explications avancées ne sont donc pas propres à la France. D'où cette hypothèse : si le mouvement des indignés peine à trouver des adeptes en France, ne serait-ce pas plutôt parce que notre pays bénéficie encore d'un système de protection sociale efficace. Qu'il s'agisse de l'assurance chômage, de l'assurance maladie, des pensions (avant l'adoption de la

loi Woerth fin 2010), des allocations familiales et logement, des conventions collectives... tous ces dispositifs ont servi d'amortisseurs sociaux dès le déclenchement de la crise. Mais, que le gouvernement s'en prenne ouvertement à ce système et non seulement les jeunes, mais aussi les moins jeunes, pourraient bien descendre dans la rue. Cela ne se fera probablement pas avant l'élection présidentielle, mais les observateurs sérieux sont de plus en plus nombreux à prévoir un troisième tour social.

D'autant que la situation dans les entreprises et dans les administrations est catastrophique. Aujourd'hui, les salariés victimes d'un plan social sont résignés, ils cherchent d'abord à tirer profit de leur licenciement en monnayant leur départ contre l'indemnité la plus élevée possible. Et les syndicats les soutiennent dans cette démarche porteuse de misère matérielle et morale. Nous bénéficions aujourd'hui du recul nécessaire pour analyser la situation des salariés du site Continental de Clairoix dans l'Oise, qui a fermé ses portes il y a plus de deux ans.

Après avoir touché un chèque de 50 000 euros, quasiment tous sont sans emploi, la plupart d'entre eux ont dépensé leur pactole (« *ce sont les concessionnaires automobiles du coin qui se frottent les mains* », constate l'un d'eux), le nombre des divorces, des dépressions, des suicides et des morts par accident ne cesse de croître... Xavier Mathieu, le très médiatique

responsable de la CGT de l'entreprise, regrette d'avoir soutenu le plan social et prend conscience qu'il a été manipulé.

Continental n'est pas un cas isolé : dans la même région on pourrait citer Constellium (ex Péchiney), où même le préfet a conseillé aux délégués syndicaux de pousser les salariés à toucher leur indemnité et à partir : « *il n'y a pas d'avenir dans votre secteur d'activité* », leur a-t-il dit...

Avec la crise, la baisse du pouvoir d'achat et la chute de la consommation, les salariés du commerce sont tout aussi inquiets pour leur avenir. Leurs conditions de travail se dégradent. Les clients se raréfiant, leur direction les accuse de ne pas faire ce qu'il faut pour atteindre leurs objectifs. Les salariés des banques ne sont pas logés à meilleure enseigne. Une récente enquête réalisée par le *Syndicat national des Banques* (SNB/CFE-CGC) révèle que près de 60 % d'entre eux font dans leur travail **des choses qu'ils désapprouvent**, qu'ils souffrent de la déshumanisation de leurs métiers. S'ajoutent à ces risques psychosociaux des risques de violences physiques à l'encontre des salariés au contact du public.

Face à cette situation les syndicats, en campagne électorale permanente depuis la loi réformant la représentativité syndicale, sont impuissants. Dans les entreprises, ils se contentent de préserver ce qui reste sauvable et de sauver leur peau ; à l'échelon national, ils tentent de mobiliser sans trop y croire, espérant encore que le sommet pour l'emploi promis par Nicolas Sarkozy dans son discours du 1^{er} décembre pour faire plaisir à la CFDT pourra être porteur de solutions innovantes. Le résultat des manifestations du 13 décembre prochain à l'appel de l'intersyndicale pourrait nous en dire plus.

Quoiqu'il en soit, aujourd'hui c'est l'attentisme qui prévaut.

Nicolas PALUMBO

(1) Compilation d'articles lus dans *Le Monde*, *Libération*, *Rue 89*, *Slate.fr*, et de nombreux médias qui reprennent en boucle ces brillantes analyses.

Monarchique, musulman, modéré

« *Je suis un monarchiste convaincu* » proclame le nouveau Premier ministre marocain issu des rangs du *Parti de la Justice et du Développement (PJD)* communément dit *islamiste*.

La coupure de l'été ne nous avait pas permis de saluer comme il le fallait la nouvelle constitution marocaine approuvée par référendum le 1^{er} juillet et qui a commencé à être mise en œuvre à la suite des élections législatives du 25 novembre. Conformément au nouveau texte constitutionnel, le Roi a nommé Premier ministre le dirigeant du parti arrivé en tête, en l'occurrence le PJD. Si ce parti a plus que doublé le nombre de ses députés (de 47 à 107), il ne rassemble néanmoins que le quart des suffrages et des sièges (attribués à la représentation proportionnelle).

La nouvelle chambre des représentants est composée de trois groupes à peu près équivalents, le PJD, la Koutla qui regroupe l'Istiqlal et les deux partis de gauche, et le G 8, coalition de partis indépendants, libéraux et modernistes. La dispersion des voix - 18 partis sont représentés - explique que le PJD se soit affirmé comme le parti dominant. Il lui reviendra néanmoins de bâtir des coalitions sur la base des choix économiques et sociaux, prônant une sorte de social-libéralisme qui l'apparente à son modèle turc (même appellation du parti que l'AKP), **démocrates musulmans** comme on parle des **démocrates chrétiens**.

C'est l'Europe qui renvoie ces démocrates musulmans à leur identité religieuse. Or dans le cas du Maroc, si Benlilah Benkirane a pu être choisi Premier ministre par Mohamed VI, c'est bien en raison de la nouvelle Constitution qui distingue

clairement les fonctions religieuses et les responsabilités politiques. Précédemment les deux étaient liées : le roi était confusément garant de l'Islam et de la Constitution sans faire de différence.

Il y a désormais deux articles distincts (41 et 42) :

- le roi, comme Amir al Mouminine (Commandeur des Croyants), est garant de l'Islam, « *religion de l'État dans le libre exercice des Cultes* » (article 6 inchangé). Il préside un Conseil Supérieur des Oulémas seul habilité à rendre des Fatwa. Dans ces fonctions, le Premier ministre n'a aucune place ;

- article suivant : le roi, comme chef de l'État, est garant de la Constitution, de l'État, de l'intégrité du territoire. À ce titre, il conserve des prérogatives essentielles, sans contresens du Premier ministre, en matière de grandes orientations politiques, de nominations militaires, diplomatiques, judiciaires, de dissolution et de proclamation de l'État d'exception.

Il faut aussi ajouter que les termes de *religion musulmane modérée* figurent expressément dans l'article premier de la Constitution comme « *constantes fédératives* » du pays au même titre que « *l'unité nationale aux affluents multiples* (2), *la monarchie constitutionnelle et le choix démocratique* ». Le préambule exprimait déjà que « *la prééminence accordée à la religion musulmane va de pair avec les valeurs d'ouverture, de modération, de tolérance et de dialogue.* »

Entre le Commandeur des Croyants, le Conseil des Oulémas et le Parti de la Justice, il ne devrait donc y avoir aucune ambiguïté **sur qui définit** ce qu'est l'Islam marocain (sunnite de droit malékite), comment se pratique la religion musulmane au Maroc, et sur ce que signifie exactement la *modération*.

Au Maroc (pas plus qu'en Turquie), ce n'est pas n'importe quel imam dans sa mosquée de quartier qui, tel un prédicateur évangélique, dit le dogme, la foi, le droit (Charia). Une fois que l'on a bien compris la Constitution, la voie est tracée pour des démocrates musulmans pour s'atteler à leur mandat, tout leur mandat, rien que leur mandat. Il ne devrait plus y avoir de place pour la traditionnelle rivalité entre le *Palais* et le cabinet. Ce n'est pas en suscitant des intrigues parlementaires et des manœuvres partisans que le Makhzen se perpétuera, mais en s'appuyant sur les institutions constitutionnelles.

Ni du côté de la religion ni du côté de l'État il ne devrait plus y avoir de confusion. Seuls s'y sont opposés (*Mouvement du 20 février*) ceux qui voulaient supprimer l'un des deux termes de l'équation, le tout-religieux des intégristes musulmans, le tout-démocratique des intégristes laïques. Ils avaient pour seul point commun le refus de la monarchie, ignorant que celle-ci est, plus que jamais dans l'histoire, la clé de voûte du pays.

Yves LA MARCK

(1) Le préambule énumère trois composantes de la nation marocaine : arabo-islamique, amazighe (berbère officialisé) et saharo-hassanie (Sahara occidental), et quatre affluents : africain, andalou, hébraïque et méditerranéen.

BRÈVES

♦ **ESPAGNE** - Le roi vient de concéder le titre de Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or à Nicolas Sarkozy. Ce geste doit saluer, selon un communiqué de la Maison royale, « *la traditionnelle amitié entre la France et l'Espagne* », renforcée notamment par une étroite collaboration entre les gouvernements français et espagnol dans la lutte contre l'ETA, qui vient de déposer les armes. Le nombre de titulaires de la Toison d'Or, créé en 1429 par le duc Philippe Bourgogne, est limité à vingt. Ce sont essentiellement des chefs d'État étrangers. L'ordre n'est aujourd'hui ni héréditaire ni transmissible.

♦ **THAÏLANDE** - Le roi Bhumibol Adulyadej a brièvement quitté l'hôpital où il vit depuis plus de deux ans, pour participer aux célébrations de son 84^e anniversaire. Il a été accueilli par des milliers de Thaïlandais scandant son nom et agitant des drapeaux lorsqu'il est sorti de l'hôpital pour se rendre au Grand Palais. Lors du discours qu'il a prononcé du balcon du palais royal et qui a été retransmis en direct à la télévision il a fait appel à l'unité nationale face à la catastrophe des inondations qui ont frappé le pays. Le roi n'a aucune prérogative constitutionnelle mais exerce une très forte autorité morale. Il est considéré comme la seule personnalité capable de réunir les Thaïlandais alors que le royaume est régulièrement secoué par des crises, dont la dernière au printemps 2010 a fait plus de 90 morts.

♦ **ALBANIE** - Le roi Leka I^{er} est décédé le 30 novembre, à l'âge de 72 ans, au Centre hospitalier universitaire Mère Tereza à Tirana. Le gouvernement a décrété une journée de deuil national. Le corps du défunt a été transporté dans le hall du Parlement où pendant plusieurs heures la population est venue lui rendre hommage.

Et c'est en présence du président de la République, Bamir Topi, du Premier ministre, Sali Berisha, du maire de Tirana, Lulzim Basha, de nombreux ministres et d'une foule de personnalités civiles et religieuses qu'ont été célébrées les obsèques. C'est maintenant son fils unique, Leka II (âge de 29 ans) qui devient prince héritier.

À l'occasion de ce décès, le Premier ministre - qui était, en 1997, président de la République - a reconnu que les résultats du référendum sur la monarchie tenu à l'époque avaient été manipulés. Selon les résultats proclamés, 450 478 voix sur 1 354 837 votants (33,25 %) s'étaient prononcées en faveur de la monarchie. Mais l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), constatera que 300 000 bulletins avaient disparu...

La [Conférence monarchique internationale \(CMI\) a publié un communiqué](#) d'hommage au roi Leka soulignant qu'il avait « *incarné pendant près d'un demi-siècle la résistance du peuple albanais à l'un des régimes marxistes totalitaires les plus stalinien de la planète, puis la résurrection de l'espérance monarchiste dans un pays dont les dirigeants s'étaient acharnés à éradiquer durant presque cinquante ans le moindre souvenir de l'époque monarchiste.* »

La gauche en morceaux

Sociologue réputé qui a le premier dénoncé la violence du « management », auteur d'un ouvrage qui est la référence sur Mai 1968, Jean-Pierre Le Goff décrit dans un ouvrage récent une « gauche à l'épreuve », qui n'en finit pas de se décomposer et de s'éloigner des Français les plus durement touchés par les conséquences culturelles de Mai 1968 et par l'ultra-libéralisme.

La gauche, depuis si longtemps infidèle à ses propres valeurs, peut-elle se ressaisir et retrouver les citoyens qui ont rompu avec elle ?

■ **Royaliste : La gauche à l'épreuve ? Les socialistes semblent pourtant avoir le vent en poupe depuis leurs primaires !**

Jean-Pierre Le Goff : Oui, à lire les journaux, on pourrait penser que la gauche retrouve, selon la nouvelle langue de bois, une nouvelle « dynamique citoyenne de démocratie participative qui la met au cœur du changement ». En réalité, il y a une fuite en avant. Cette fuite est symptomatique d'une crise fondamentale de sa doctrine. Plus encore, c'est la crise de ce que j'appelle, à la suite de Castoriadis, les *significations imaginaires* qui ont structuré la gauche depuis le XIX^e siècle. Tout cela est en morceaux et la gauche continue de faire semblant.

■ **Royaliste : Sur quels thèmes s'est fait le grand retournement de la gauche depuis un quart de siècle ?**

Jean-Pierre Le Goff : D'abord la question sociale,

question centrale qui structurerait son identité. Ensuite la vision du peuple, plus précisément d'un sujet historique central - la classe ouvrière qui était à l'avant-garde. Enfin la culture, liée au monde ouvrier avec ses valeurs de solidarité, son éthique, sa morale.

Sur ces trois points, la gauche, et plus particulièrement le Parti socialiste, a opéré un retournement sur lequel il ne s'est jamais exprimé. Le moment emblématique de ce retournement, c'est le changement de politique de 1982-1983 qui s'accompagne d'un changement culturel qui s'était déjà amorcé. C'est aussi le moment où Mitterrand s'entoure de communicants, où la politique s'articule sur la communication. Il y a un tournant libéral en économie et une récupération de l'héritage impossible de mai 1968. La gauche devient moderniste et branchée : souvenez-vous de Mitterrand parlant un langage jeune à la télévision ou encore de Jack Lang.

Dès lors, la gauche va jouer sur tous les plans. Elle va continuer à faire comme si elle était la représentante naturelle des couches populaires mais elle joue aussi sur le modernisme : c'est une fuite en avant au cours de laquelle il faut *mettre le changement au cœur du projet*. C'est le thème de la modernisation développé par Laurent Fabius, avec l'idée de concilier les Français avec l'entreprise. C'est aussi le moment où apparaît le thème de l'Europe, comme un point de fuite : on va vers l'Europe on ne sait trop comment, mais on fait le pari que ça va marcher.

Le fait de jouer sur ces deux tableaux a donné au Parti socialiste une supériorité **morale** sur ses adversaires. Celui qui contredit les socialistes est accusé d'être dans le camp des possédants et des privilégiés et, en même temps, on le dénonce comme passéiste et ringard. On voit bien que tout cela est faux : la classe

ouvrière et la lutte de classes sont abandonnées au profit de ce qu'on appelle le *mouvement social* qui est hétéroclite : la question sociale se mélange à des considérations identitaires et ethniques. La dynamique historique est remplacée par une attitude compassionnelle et victimaire.

■ **Royaliste : Quelles sont les significations imaginaires centrales qui ont façonné la gauche depuis le XIX^e siècle ?**

Jean-Pierre Le Goff : Il y a beaucoup de différences et de divergences - entre Péguy et Jaurès, entre les socialistes et les communistes - mais quatre idées principales inspiraient, à gauche, la représentation de l'homme et du monde dans le courant du XX^e siècle.

Une conception de l'histoire en marche vers son accomplissement. C'est bien sûr la vision du Parti communiste, qui lui a donné un tour dogmatique, mais c'est aussi la vision des socialistes qui adhèrent à une philosophie du progrès. C'est au nom de cela que les militants acceptent de se sacrifier.

Un sujet historique central : le prolétariat. Il y a une conception idéologique du prolétariat mais la classe ouvrière est une réalité vivante.

La collectivisation des moyens de production qui est

le levier de la société future. Cette collectivisation peut se faire par l'État ou par des collectifs autogérés mais dans tous les cas il y a appropriation collective.

Une conception rousseauiste de l'homme qui vient de la Révolution française : le Mal n'est pas dans le cœur de l'homme, il est dans les mauvaises institutions ; il suffit de changer les institutions pour que la bonté de l'être humain puisse se manifester.

Aujourd'hui, ces significations imaginaires ne forment plus un noyau de références solides autour duquel il pouvait y avoir débat. Tel est le problème principal d'une gauche en morceaux, ce qui ne l'empêche pas de gagner des élections ! Nous avons eu affaire de plus en plus à une gauche de ressentiment, de sectarisme et de dénonciation dont le communisme représentait la forme extrême. Il y a aujourd'hui une façon de faire la morale - je dirai presque d'*engueuler* le peuple - qui est très significative. L'enthousiasme, la générosité, peut se retrouver dans le syndicalisme. Mais on trouve à gauche de parfaits imprécateurs qui ne cessent de donner des leçons au bas peuple, surtout quand il a mal voté.

■ Royaliste : La gauche peut-elle se maintenir dans cette attitude moralisante ?

Jean-Pierre Le Goff : Mon hypothèse est que nous sommes arrivés au point limite de ces faux-semblants. L'affaire DSK a fait voler en éclats la prétention du Parti socialiste à se poser en parti voué au service des pauvres. Quand on découvre les pratiques et le train de vie de DSK, on ne peut plus croire à la supériorité éthique de la gauche.

Le Parti socialiste sait parfaitement utiliser la langue caoutchouc et ne peut en sortir car il n'y a pas de projet, pas de vision historique - sauf l'idée d'une Europe fédérale qui est en rupture avec ce que pense la majorité des Français, qui a voté **Non** en

2005. Mais cela, le Parti socialiste l'a oublié.

■ Royaliste : Que pensez-vous des primaires ?

Jean-Pierre Le Goff : Leur avantage a été de dé-diaboliser la notion de protectionnisme et de mettre ce projet en débat. Mais y a-t-il eu une dynamique nouvelle ou, au contraire, un nouveau point de fuite ? Le succès des primaires peut conduire les socialistes à la griserie, alors qu'ils devraient se méfier. Nous sommes dans une société où la politique est de plus en plus articulée aux médias, ce qui peut renforcer une illusion : on a l'impression d'agir sur la société quand on a beaucoup bavardé sur elle. Bien sûr, il y a une aspiration des individus à bousculer les partis qui peut se retourner contre le Parti socialiste : on voit déjà que les primaires se sont retournées contre Ségolène Royal qui avait lancé le thème de la démocratie participative. Ceux qui ont voté aux primaires, ce ne sont pas *les Français* en général mais surtout les habitants des grandes métropoles - et parmi eux les gens de gauche qui n'ont pas peur de la mondialisation mais qui peuvent soutenir des thèses très radicales. Dans les zones de désertification industrielle, les Français en déshérence, employés et ouvriers, n'ont pas voté massivement. Il y a une fracture politique et culturelle que la gauche devrait tenter de résoudre.

■ Royaliste : Mais la gauche en est-elle capable ?

Jean-Pierre Le Goff : La gauche a été à l'avant-garde d'un bouleversement culturel en un quart de siècle. Ce bouleversement a pénétré en profondeur la société, à tel point que la droite en a repris les thèmes. Dans ces conditions, que devient l'avant-garde ? Son rôle est terminé. Mon propos n'est pas de dire que le Parti socialiste a trahi. Il a fait du surf sur des évolutions de société problématiques : il reflète un état de décomposi-



tion de l'ethos même de la société. Ce qui s'est passé à gauche est symptomatique de bouleversements qui ont transformé la société française sur trois points :

- **Mai 1968 ou plus exactement son héritage impossible** : l'espérance de mai 1968 a débouché sur un champ de ruines et il n'y a pas eu de reconstruction.

La conjugaison de la crise culturelle ouverte en mai, la montée du chômage de masse et la fin des Trente glorieuses. Quand on combine, au sein des classes populaires, la désintégration familiale (qu'on appelle *famille recomposée*) et l'absence du travail qui donnait de la fierté, on aboutit à des drames et des déstructurations anthropologiques dont l'ultra-violence des jeunes est le symptôme... Or la gauche est très embarrassée. Elle veut bien aborder le problème du travail mais son schéma économiste l'empêche d'aborder les problèmes de déstructuration anthropologique : comme on se veut moderne, on a beaucoup de mal à affronter cette question ;

- **le fossé des générations** : la rupture enfants-parents en 1968 est le résultat d'une révolte de jeunes gens qui ont refusé la transmission d'un héritage qui leur avait été tout de même transmis. Être adolescent dans les années soixante, avec l'insouciance des enfants gâtés, n'est pas la même chose qu'être adolescent dans les années soixante-dix, avec des perspectives de chômage de masse ;

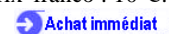
- **la crise que nous vivons**, c'est l'épreuve du réel après la bulle angélique-pacifique et la sortie de l'histoire des années 90. L'importance prise par la culture psy au détriment de la culture historique fait que l'histoire ne fait plus chair. Mais nous sommes dans une période historique qui peut permettre une reconstruction. Je ne crois pas que l'effondrement général amènera les masses à se mettre en mouvement.

La recomposition politique et éthique se fera dans le chaos, sur une longue période. Mais nous manquons de politiques visionnaires et il faudra un travail de longue haleine sur un terrain déstructuré, avec de jeunes générations qui sont déconcertantes. Les jeunes sont placés dans des situations impossibles : on leur demande d'être autonomes et performant, et en même temps il n'y a pas de travail. Il y a une demande en creux, qui a du mal à se restructurer. La transmission est pour moi essentielle. D'où l'importance des lieux de réflexion et de débats qui permettent de se réapproprier notre propre héritage. Ce qui ne doit pas nous empêcher d'être attentifs aux événements politiques.

Propos recueillis par
B. LA RICARDAIS

Jean-Pierre Le Goff
« *La gauche à l'épreuve 1968-2011* »

Éd. Perrin, prix franco : 10 €.



Rififi au Quai

Qui peut parler de consensus français sur la politique étrangère après avoir lu ces Mémoires posthumes de Jean-Marie Soutou ?

Jean-Marie Soutou fut l'un des grands diplomates de la Quatrième et de la Cinquième Républiques, trois fois directeur, affaires européennes, affaires africaines, Afrique du Nord-Moyen-Orient, inspecteur général, ambassadeur à Alger puis auprès des communautés européennes à Bruxelles, et qui termina sa carrière secrétaire général du Quai en 1979.

De Mendès-France à Giscard d'Estaing, d'Emmanuel Mounier au général de Gaulle, on parcourt avec l'auteur tout le spectre des idées et leur traduction à l'international. Peut-être parce que ces Mémoires posthumes n'ont pas été rédigés mais résultent d'entretiens amicaux avec un autre ambassadeur, Noiville, mis en forme et transcrits par son fils, l'historien Georges-Henri Soutou, le moins que l'on puisse dire est que l'ambassadeur Soutou ne pratique pas la langue de bois. En même temps il humanise la diplomatie.

Grâce à lui, on mesure les grandes lignes de faille du second demi-siècle issues de la guerre et de la Résistance : Londres ou l'intérieur. Soutou, qui relève de la seconde et qui, arrêté puis libéré, passera en Suisse, exprime tout son respect pour la figure du Général - qui, semble-t-il, le lui rend bien - mais il ne partage **aucun** de ses choix. Si ses jugements sont équilibrés et nuancés, et surtout cohérents par rapport à une ligne

de pensée, dans son cas le personnalisme chrétien, il est resté fidèle tout au long à une version plus atlantiste, plus européenne, plus multilatérale de la diplomatie dont il appréciera le retour sous Giscard. Bien qu'elle s'exerçait à fleurets mouchetés, c'est bien une forme de guerre civile qui se poursuivait dans les couloirs du Quai et ceux des ambassades. On ne se rend plus compte aujourd'hui combien elle fut acerbe. La diplomatie n'est pas affaire de consensus, mais bien de choix souvent tragiques.

L'opposition de deux courants de pensée, presque deux blocs, a conduit à l'échec des uns et des autres. Si l'on connaît bien les péripéties soviétiques, allemandes et européennes de cette guerre de tranchées, l'échec de la CED, puis du plan Fouchet, et finalement du traité franco-allemand trahi par son préambule, on se délectera du portrait à charge, vu du Quai, du Monsieur Afrique de l'Élysée, Jacques Foccart. Le rappel du réchauffement des relations franco-algériennes illuminées par la personnalité de Boumediène et illustrées par le voyage triomphal de Giscard en 1975 correspond à un moment d'illusion que rétrospectivement Soutou analyse avec lucidité : « nous ne décelions pas les dangers islamistes ».

Dominique DECHERF

📖 Jean-Marie Soutou - « Un diplomate engagé, Mémoires 1939-1979 », Ed. de Fallois, prix franco : 27 €. [Achat immédiat](#)

Un formidable roman

Quand il ne pige pas pour l'hebdomadaire de droite qu'est Valeurs actuelles, Jérôme Leroy écrit des livres. Le dernier en date, Le Bloc⁽¹⁾, un roman noir, réunit nombre de conditions pour séduire ces lecteurs réputés curieux que sont les abonnés de Royaliste.

«Leroy connaît bien son sujet - peut-être trop bien». C'est, paraît-il (2), ce qu'un journaliste d'un canard satirique a écrit à propos de Jérôme Leroy qui, dans le roman qu'il a publié à l'automne dernier, nous fait littéralement vivre les pensées de deux militants du Bloc patriotique, « parti qui ressemble beaucoup... au Front national de notre monde bien réel ». (3)

Le journaliste en question voulait-il insinuer que le troublant réalisme du roman de Leroy n'était pas tant le fruit de l'imagination débordante de l'auteur que d'une solide expérience, peu avouable ? Qu'il n'écrivait peut-être pas dans la presse de droite par hasard ? On chercherait à insinuer que cet écrivain a quelques fâcheuses sympathies qu'on ne s'y prendrait en tout cas certainement pas autrement...

Cela étant, est-ce le cas ? Leroy montre-t-il dans son roman quelque complaisance à l'égard de l'extrême-droite ? De l'empathie pour ses deux protagonistes, cela ne fait aucun doute. En revanche, nulle trace d'une quelconque bienveillance à l'égard d'une mouvance qui, sous sa plume, n'est jamais qu'un ramassis de franc salauds, d'ensoutanés haineux, de « fils de famille fainéants dont certains trouv[ent] dans un engagement à l'extrême-droite le moyen de se donner une contenance dans le monde et de

signifier leur appartenance de classe », de skinheads plus ou moins repentis (Stanko), de « grandes gueules alcooliques, les yeux noyés dans le casanis », où s'est égaré un intellectuel, « devenu fasciste à cause d'un sexe de fille » : le fascinant Antoine Maynard. Inutile, donc, de traquer dans ce roman, les preuves d'une connivence de l'écrivain avec les eaux troubles dans lesquelles il nous plonge.

Cela posé, pourquoi lire ce roman ? Pour au moins deux raisons. Parce qu'il permet au lecteur rentrant trop vanné du boulot pour se mettre dans la récente étude de la Fondation Jean Jaurès sur les ressorts du vote FN en milieux populaires (4), de comprendre pourquoi le FN de Marine Le Pen n'a pas fini, si la gauche n'arrive pas à leur parler de nouveau, d'attirer à lui les classes populaires. Parce qu'il s'agit surtout, et Jérôme Anciberro ne s'y est pas trompé (5), d'un formidable roman. Et comme c'est plutôt rare de nos jours, ce serait vraiment dommage de ne pas succomber.

Lionel ROUVE

📖 (1) Jérôme Leroy - « Le Bloc », coll. série noire, Gallimard, 2011, 296 pages, prix franco : 19,50 €. [Achat immédiat](#)

(2) Le Nouvel observateur, du 10/11/2011, p. 118.

(3) Témoignage chrétien, du 20/10/2011, p. 27.

(4) <http://www.jean-jaurès.org/Publications/Lessais/Le-point-de-rupture>

(5) Témoignage chrétien.

Un Goncourt qui donne à penser

C'est le *Monde des livres* qui attira pour la première fois mon attention sur le roman d'Alexis Jenni *L'art français de la guerre* (1). Jean Birnbaum, qui venait de prendre la direction du supplément littéraire, l'avait en effet distingué à l'occasion de son numéro de rentrée. Je fus à la fois intrigué, intéressé et, je l'avoue, un peu inquiet par la présentation du livre. Il fallait sans doute saluer l'entreprise d'un écrivain qui osait s'attaquer à notre histoire contemporaine, de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, sans oublier les guerres maudites d'Indochine et d'Algérie. Mais je me demandais si le regard porté sur les événements n'était pas par trop idéologique ou unilatéral. Il y a aujourd'hui un *anticolonialisme* basique, qui fait bon marché de la complexité des choses, et *Le Monde* appuyait fortement l'interprétation dans le sens d'un procès implacable débouchant sur une condamnation sans appel d'un passé injustifiable. Entendons-nous ! Je suis prêt à entendre tous les réquisitoires et en admettre les *vérités* incontestables. Nous avons eu ici, parmi nos lecteurs les plus fidèles, un Pierre Vidal-Naquet qui fut le censeur le plus vigilant des débordements de notre armée. S'il avait de l'estime pour nous, c'est qu'il savait que nous nous efforcions d'être justes. Ce qui n'empêchait pas les désaccords. L'historien n'était pas prêt, de son côté à avaliser toutes les charges contre la colonisation. Il le montra dans un des derniers textes qu'il ait publiés, en réfutant les outrances d'un Olivier Le Cour Grandmaison (2).

Le prix Goncourt est venu depuis récompenser le talent d'Alexis Jenni, sans toutefois qu'un véritable débat ait prolongé l'analyse du *Monde des livres*. Il m'est donc apparu nécessaire de lire ce gros roman afin d'en apprécier le réel contenu. J'avoue que « *L'art français de la guerre* » m'a passionné à tous égards. Du point de vue de l'écriture déjà, car c'est un véritable écrivain qui s'affirme, maître de sa langue, artiste habile à dessiner les paysages, qui correspondent toujours aux reflets de l'âme, avec des images et des métaphores s'accordant à une poésie qui n'appartient qu'à lui. Il faut être singulièrement doué pour entraîner le lecteur, avec le même bonheur, dans le climat unique de la capitale des Gaulles, au fond de la jungle indochinoise ou encore au cœur de la bataille d'Alger. Ce qui est aussi exceptionnel, c'est le caractère existentiel du récit, qui toujours participe de l'expérience personnelle du personnage central, dont la carrière militaire est évoquée avec une extrême précision. Jamais l'abstraction ne se substitue à la singularité de la vie, et si la réprobation morale est sous-jacente à la description, elle n'intervient pas du haut d'une conscience en surplomb, elle s'insurge dans la douleur d'un affrontement cruel et sans remède.

Le livre entier baigne dans un pessimisme extrême, ce qui n'exclut pas quelques douceurs, avec toutefois l'aveu d'une sorte de naïveté. La méchanceté humaine peut sans doute

produire des situations inextricables, engager les individus dans les plus odieuses intrigues. Elle n'en résulte pas moins d'une perversion simple à reconnaître ou à analyser. Tout se réduit à la *pourriture coloniale* : « *Les pieds-noirs furent en petit ce que la France est maintenant, la France entière, la France affolée, contaminée en sa langue même par la pourriture coloniale.* » Oui, il y a, sous la plume d'Alexis Jenni, ce genre d'approximations ahurissantes, dont je doute qu'elles servent la cause que le moraliste soutient. Qu'il existe un certain nombre d'abrutis, hantés par une obsession raciale, et qui ne rêvent que de déployer leur violence contre une population indésirable, c'est malheureusement vrai. Mais donner le sentiment que nous serions menacés par ces abrutis dans une spirale de guerre totale, cela me paraît déraisonnable et contre-productif. C'est un peu malheureusement la thèse de fond du livre qui cultive une autre idée simpliste. Autant j'admets avec Alexis Jenni que le racisme est une absurdité, autant je trouve risquée l'opinion selon laquelle l'intégration est chose facile. Non, il y a de vrais obstacles à la réussite d'une telle entreprise, même s'ils ne

sont pas insurmontables. J'acquiesce toutefois à ce que Jenni dit de la puissance de la langue, en l'occurrence le français, et qui est magnifique : « *Nous sommes frères de langue, et ce qui se dit en cette langue nous l'avons entendu ensemble ; ce qui se murmure en cette langue nous l'avons compris, tous avant même de l'entendre. Même dans l'invective, nous nous comprenons. Elle est merveilleuse cette expression qui dit : nous nous comprenons. Elle décrit un entrelacement intime où chacun est une partie de l'autre, figure impossible à représenter mais qui est évidente du point de vue du langage : nous sommes entrelacés par la compréhension intime de la langue.* »

Il n'est pas possible de dire que ce roman est complètement manichéen. L'exil des pieds-noirs est décrit comme un drame inexpiable, et presque jamais les salauds ne sont assimilés à un unique camp. J'insiste

sur le charme parfois envoûtant d'un roman qui va loin dans l'exploration des êtres et même des ressorts psychologiques de la guerre. Ma réserve de fond tient à l'absence d'analyse politique. C'est à un point tel qu'on se demande s'il n'y a pas là-dessous un préjugé tenace ou une impossibilité à concevoir cette dimension. Tout de même, il est vain de dénoncer la *pourriture coloniale* comme un chancre qui s'attaquerait à la substance humaine. La colonisation a une histoire, elle structure même toute la durée historique. C'est peut-être fâcheux, mais c'est une réalité tenace. Nous-mêmes, que serions-nous sans la colonisation romaine ? Et puis l'absence de vision politique, l'obstination impolitique rendent les choses désespérées. Il y aurait beaucoup à dire sur l'antigaulisme évident de notre écrivain. De Gaulle est par lui dénoncé comme « *ce menteur flamboyant, ce romancier génial qui nous fit croire par la seule plume, par le seul verbe, que nous étions vainqueurs alors que nous n'étions plus rien.* » Il est vrai que le général se satisfaisait peu des vérités prosaïques que certains voulaient asséner. Leur préférant une volonté et un dessein, ceux qui permettent de sortir un peuple de son anémie et de donner à la guerre une direction, celle qui métamorphose la fatalité de la violence en ouverture à un avenir meilleur.

par Gérard Leclerc



📖 (1) Alexis Jenni, « *L'art français de la guerre* », Gallimard, prix franco : 24 € [Achat immédiat](#)

(2) cf. « *La sagesse des historiens* » dans [Royaliste n° 873 du 9 janvier 2006 \(page 9\)](#). Voir aussi l'hommage rendu à Pierre Vidal-Naquet dans [Royaliste n° 887 du 18 septembre 2006 \(page 2\)](#).

Contre-Révolution(s)

Jean-Clément Martin a dirigé un ouvrage collectif qui vient de paraître ⁽¹⁾ et mérite l'attention. Le sujet est toujours actuel et souvent assez mal traité.

Jean-Clément Martin qui dirige à la Sorbonne l'Institut d'Histoire de la Révolution française, a réuni une équipe qui a largement étudié l'éventail du phénomène.

L'Histoire est écrite par les vainqueurs, c'est bien connu, l'avantage des révolutions tient à ce que ces vainqueurs peuvent changer au gré du temps et livrer à chaque fois des données nouvelles et multiplier les angles de vue. L'ouvrage fait évidemment la part belle au mouvement de rejet et/ou de combat de la Révolution française. Y sont passés en revue tant les phénomènes intellectuels que les combats, les événements et les hommes.

On y parle de la presse, des intellectuels, des groupes sociaux, de courants d'idées qui pour n'avoir pas tous eu de postérité n'en demeurent pas moins à étudier. Les mouvements armés y tiennent une bonne place. Les notices concernent des gens que l'on connaît bien et sur lesquels il est passionnant d'avoir un nouvel avis : Barruel, Berryer, Maistre, Bonald, Daudet, Cha-teaubriand et tant d'autres. Certains moins connus, voire totalement tombés dans l'oubli, sont tout aussi intéressants. La concision nécessaire à l'écriture de petites notes pousse leur auteur à la précision, à la clarté et à la synthèse, ce qui pour certains des objets étudiés tient beaucoup de la gageure, ici avec une large réussite.

Mieux encore, il y est question de bien des phénomènes hors de nos frontières qui sont passionnants. Bien sûr vous emmènera-t-on en Russie et en Chine mais tout autant au Brésil ou en Amérique hispanique. Bien des phénomènes connus à l'étranger sont passés en revue. Plein de choses à y apprendre avec le plaisir inhérent à la forme de l'ouvrage. Les entrées vont de quelques lignes à deux ou trois pages.

Bien évidemment, on pourra toujours discuter tel ou tel aspect, regretter qu'il y manque ceci ou cela ; trouver qu'une interprétation donnée à tel ou tel événement peut au moins se discuter. C'est un point à mettre encore à l'actif de ce travail : on y trouve à redire. Le livre ne fait pas dans le monumental ce dont on remercie J.-C. Martin. C'est abordable, les talents d'écriture sont, disons, contrastés mais plutôt bons en général.

Certains articles vous surprendront, d'autres vous irriteront mais tous peuvent vous apprendre quelque chose sur des sujets parfois étonnants. Ce que l'on sait déjà est toujours à rafraîchir mais j'avoue quand même que - malgré le talent de Jordi Canal - j'ai toujours grand mal à appréhender le Carlisme...

Pascal BEAUCHER

📖 (1) « *Dictionnaire de la Contre-Révolution* » sous la direction de Jean-Clément Martin, Perrin, 2011, prix franco : 27 €. [Achat immédiat](#)

Demain, Jérusalem

Et si la modernité désenchantée n'était pas inéluctable ! Et si l'on pouvait rallumer les lumières dans le ciel ! Relever ce défi joyeux, c'est à cette aventure que nous convie Olivier Maulin.

On a déjà dit tout le bien que l'on pensait des précédents romans d'Olivier Maulin, (*En attendant le roi du monde* et ses chevaliers grutiers, *Les Évangiles du lac* (1) et ses illuminations païennes, *Petit monarque et catacombes* (2) et la face cachée de l'Élysée) et franchement, il n'y a aucune raison de ne pas remettre le couvert avec son petit dernier : *Les Lumières du ciel*. (3) On y retrouve le même rythme échevelé, le même humour décapant, la même ironie anti-moderne, le même éloge des féeries alcoolisées, mais aussi cette pointe de tristesse qui ponctue subtilement la déferlante burlesque.

Le héros du livre, Paul-Émile Bramont, a tout du Pied Nickelé, fauché et fumiste, baratinier et petit escroc à l'occasion, plutôt allergique au travail et complètement épargné par la réussite... Après s'être quelque peu floué grâce à la vente de sapins *halal* (une très grande scène !), il entraîne, dans un périple incertain, sa maîtresse, Bérange, épouse plus ou moins délaissée d'un bien étrange chirurgien esthétique, et son vieux copain, Momo, concepteur d'une musique inaudible, DJ de la patinoire de Saint-Ouen et surtout propriétaire de l'indispensable véhicule, une Fiat Panda. Cap sur le sud !

En cours de route, un auto-stoppeur singulier fait découvrir à notre fine équipe, une enclave, au cœur des Cévennes, nommée Jérusalem.

Elle abrite une communauté d'adeptes de l'autarcie, qui ont décidé de mettre entre parenthèses le monde moderne et se sont fait paysans artisans pour subvenir à leurs besoins. Ils ont leur *fada*, un clochard, fanatique des armes, qui chasse les zombies à la grenade. Ils ont aussi leur ennemi, qui n'est pas, contrairement à ce qu'on pourrait croire, un syndicaliste de la FNSEA, mais un primitiviste radical qui refuse l'idée même de l'agriculture (mais ne crache pas sur les produits fermentés de cette même agriculture !).

Paul-Émile et ses amis auraient-ils découverts leur Paradis ? Ils ne le comprennent pas tout de suite... Mais les péripéties foireuses qui les attendent sur la Côte d'Azur leur ouvriront les yeux : c'est que les vieilles lubriques sont dangereuses et que l'on ne s'improvise pas gangster !

On lit ce roman d'une traite. On y rit et on y réfléchit. Et au fil des pages, le monde se réenchante. C'est la magie de Maulin.

Patrick PIERRAN

📖 (1) « *Les Évangiles du lac* », 2008, L'Esprit des péninsules, prix franco : 23 €. [Voir Royaliste n° 928.](#) [Achat immédiat](#)

📖 (2) « *Petit monarque et catacombes* », L'Esprit des péninsules, prix franco : 23 €. [Voir Royaliste n° 975.](#) [Achat immédiat](#)

📖 (3) Olivier Maulin - « *Les Lumières du ciel* », Balland, 254 pp., prix franco : 21.50 €. [Achat immédiat](#)



Les rédacteurs de Royaliste et les responsables de la NAR vous invitent à venir trinquer avec eux au

POT DE NOUVEL AN le SAMEDI 7 JANVIER

à partir de 17 h 30 et jusqu'à 19 h 30

dans les locaux de la NAR
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

- à 18 h on tirera les rois,
- à 18 h 30 allocution de Bertrand Renouvin.

CONGRÈS 2012

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **17 et 18 mars 2012**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Les institutions face aux menaces sur la démocratie représentative**" et, d'autre part, "**Les politiques énergétiques pour la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

FAMILLE DE FRANCE

Le prince Jean a participé au colloque « *La forêt dans tous ses états* » organisé par *Avenir et patrimoine* et le *Carrefour des Acteurs sociaux*. Dans son intervention le prince a « *fait ressortir sa propre vision du patrimoine forestier s'appuyant à la fois sur son expérience personnelle de l'exploitation forestière et sur son regard de Prince de France sur notre patrimoine naturel* ».

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est **indépendante de l'abonnement** au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents mais qui partagent l'essentiel

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 14 décembre - Enquêteur et écrivain, **Pierre PEAN** nous avait présenté les livres qu'il avait consacrés au Monde et à TF1, à François Mitterrand et à Jean Moulin... C'est dans la ligne de ses enquêtes sur les pratiques affairistes qu'il vient de publier « **La république des mallettes** ».

On parle beaucoup du financement occulte des partis politiques mais les réseaux et les techniques sont difficiles à

comprendre et bien des scandales évoqués n'ont que peu - ou pas - de conséquences judiciaires. Pierre Péan explique comment les oligarques de droite et de gauche s'organisent pour financer les campagnes présidentielles, rappelle les affaires non élucidées (les frégates de Taiwan) et expose celles qui sont en cours - les rétro-commissions sur les contrats de vente d'armes au Pakistan et à l'Arabie saoudite. Le rôle décisif des hommes de l'ombre - tel Alexandre Djouhri - est révélé, les conflits entre les différents clans qui se disputent le pouvoir sont explicités. Face à l'argent, le souci démocratique pèse de moins en moins lourd.

● Mercredi 21 et 28 décembre - Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

AUTOCOLLANT

De plus en plus d'actualité !

L'Euro c'est un naufrage, Quittons le bateau !
Nouvelle Action Royaliste
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
01.42.97.42.57 - NouAcRoyal@gmail.com

format 70x37 mm très visible (imprimés en noir sur fond rouge)
Vendus par planche de 24
Tarif : **1 planche** 1 € franco
à partir de **2 planches** : 0.70 € franco la planche
à partir de **10 planches** : 0.65 € la planche

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Un discours de guerre

C'est l'évidence ! Nicolas Sarkozy est un candidat en campagne qui a le pouvoir exorbitant de mobiliser les services de l'État pour ses déplacements et réunions. Mais à Toulon, devant ses militants, le discours du président de l'UMP n'était pas seulement un discours de candidat. C'était un discours de guerre. Le président des riches mène sa guerre de classe pour lui et les siens – banquiers, exilés fiscaux, associés et débiteurs de trafiquants de haut vol.

Si Nicolas Sarkozy était un président tout entier absorbé par sa tâche, il n'attaquerait pas les socialistes dans un discours officiel mais se montrerait soucieux de rassembler les Français par delà les polémiques partisans. Si Nicolas Sarkozy était un homme en relation avec le peuple français, il s'adresserait à nous sur les places publiques comme naguère le général de Gaulle au lieu de se déplacer comme un despote oriental. Ce serait risible, si l'homme ne concevait pas son action comme une série d'actes guerriers où la ruse a sa part.

Tromper l'ennemi est la marque des bons généraux. Nous n'avons affaire qu'à des spadassins qui dévoilent leurs manœuvres pour se donner de l'importance. Bien avant le discours de Toulon, nous avons su par la presse que le texte serait écrit par le souverainiste Henri Guaino pour la forme et par l'euro péiste Xavier Musca pour le fond avec une intention très claire : « *l'idée est de faire accepter des abandons de souveraineté au profit de l'Europe, en mettant un peu de talc national* »

expliquait au *Monde* un proche du président.

Ce « *talc national* » n'était pas destiné à Marine Le Pen, contrairement à ce qu'elle a déclaré. La cible lepéniste est traitée par Claude Guéant, qui multiplie les annonces xénophobes en supposant que les électeurs du Front national sont racistes selon le préjugé méprisant de la droite (1). A Toulon, l'opération d'enfumage et de neutralisation visait le vaste *parti patriote* qui



adhère aux thèses de Jacques Sapir et d'Emmanuel Todd, qui milite pour Nicolas Dupont-Aignan ou Arnaud Montebourg, ou qui cherche encore celui qui incarnera le salut public. A cet électorat dispersé mais cohérent dans ses refus et ses projets, Nicolas Sarkozy a tenu des propos directement recopiés chez les économistes hétérodoxes : dénonciation de « *l'idéologie du laisser-faire* », de la « *globalisation financière* », de la « *machine à fabriquer de la dette* », des « *ravages de la mondialisation sans règles* », de la déflation, de « *l'Europe ouverte à tous les vents* ».

Vieux militants du *parti patriote*, nous tenons à dire à Henri Guaino que son nuage de

talc n'a pas eu d'effets apaisants. Au contraire. Nous avons la conviction que nous avons été, une fois de plus, pris pour des imbéciles. Comme tous les communicants, ceux de l'Élysée croient que le consommateur ciblé achète les mots et images qui lui font plaisir puis absorbe sans plus réfléchir la marchandise frelatée. Erreur ! Nous avons lu toute la notice et constaté que les prescriptions étaient en totale contradiction avec l'analyse. Défense de la réforme des retraites, conçue pour impressionner les agences de notation. Annonce de la TVA sociale demandée par le patronat. Reprise des idioties ultra-libérales sur le déficit budgétaire et l'endettement. Condamnation du protectionnisme abusivement présenté comme un isolement.

Puis cette misérable entourloupe verbale : « *L'Europe, ce n'est pas moins de souveraineté, mais davantage de souveraineté parce que c'est davantage de capacité d'agir* ». Autrement dit, on aliène sa liberté pour retrouver la liberté, à la manière dont les pays communistes soumis à Moscou bénéficiaient de la puissance soviétique... En Europe de l'Ouest, nous ne vivons pas sous la menace des chars mais selon la logique de la zone euro, génératrice de délocalisations, de bas salaires, de récession et de chômage - puisque Nicolas Sarkozy veut à tout prix défendre la prétendue monnaie unique. Et nous vivons sous l'imbécile « règle d'or » que la chancelière nous commande d'adopter et selon la discipline allemande qui doit être gravée dans le marbre d'un traité.

Que le parti patriote, toutes tendances confondues, exige l'organisation d'un référendum !

Bertrand RENOUVIN

(1) « *Les Français ne sont pas racistes, ils sont malheureux* » (Emmanuel Todd).